

L'arme et la cible : Analyse du double rôle des réseaux sociaux dans le mouvement social malgache de 2025.

Between Weapon and Target: An Analysis of the Dual Role of Social Media in the 2025 Malagasy Social Movement.

RANDRIANARISAINA Tojo Nirina Lucien

Doctorant

Ecole Doctorale thématique « science, culture, société et développement »

Université de Toamasina

Madagascar

ANDRIAMPARANOKASAINA Tahirisoa

Enseignant chercheur

Institut supérieur de technologie d'Alaotra Mangoro

Université de Toamasina

Madagascar

ZAFITOMBO Marie Clara

Doctorante

Ecole Doctorale « Diversité, Développement, Durable »

Université de Toamasina

Madagascar

Date de soumission : 08/04/2026

Date d'acceptation : 03/08/2026

Pour citer cet article :

RANDRIANARISAINA T. N. L. & al. (2026) « L'arme et la cible : Analyse du double rôle des réseaux sociaux dans le mouvement social malgache de 2025 », Revue Internationale du Chercheur « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 306 -330

Résumé

Cet article analyse le rôle ambivalent des réseaux sociaux dans le mouvement social malgache de 2025. En se basant sur une étude qualitative et une analyse thématique des publications Facebook durant la crise, l'article met en lumière la manière dont ces plateformes numériques ont facilité la coordination et la construction d'un contre-pouvoir porté par la Génération Z. Parallèlement, les réseaux sociaux ont constitué un espace de désinformation, de polarisation et de surveillance. L'impact politique des réseaux sociaux est dépendant des configurations de pouvoir et du niveau de connectivité numérique du pays. Facebook a servi non seulement à mobiliser et à organiser les jeunes activistes, mais aussi à propager des informations biaisées, contribuant ainsi à une dynamique de polarisation. Ce phénomène révèle l'ambiguïté des plateformes numériques dans le contexte politique et social malgache, et met en évidence l'importance de la connectivité numérique pour la nature de l'engagement politique en ligne.

Mots-clés : réseaux sociaux ; mobilisation numérique ; Génération Z ; espace public numérique ; Madagascar.

Abstract

This article analyzes the ambivalent role of social media in the Malagasy social movement of 2025. Based on a qualitative study and thematic analysis of Facebook posts during the peak of the crisis, the article highlights how these digital platforms facilitated coordination and the construction of a counter-power led by Generation Z. At the same time, social media became a space for disinformation, polarization, and surveillance. The political impact of social media depends on the configurations of power and the level of digital connectivity in the country. Facebook not only served to mobilize and organize young activists but also spread biased information, contributing to a dynamic of polarization. This phenomenon reveals the ambiguity of digital platforms in the Malagasy political and social context, and underscores the importance of digital connectivity for the nature of online political engagement.

Keywords: social media; digital mobilization; Generation Z; digital public sphere; Madagascar.

Introduction

Le mouvement social survenu à Madagascar à la fin du mois de septembre 2025 représente un tournant majeur dans l'histoire politique récente de la Grande Île. Initialement déclenchées par un mécontentement populaire face aux coupures récurrentes d'eau et d'électricité, ces mobilisations ont mis en lumière les fragilités structurelles persistantes dans la gouvernance publique. Cependant, elles ont progressivement évolué vers une contestation politique d'ampleur nationale, culminant avec la démission du président en exercice et l'installation d'un gouvernement de transition. Ce processus de radicalisation, accéléré par la circulation massive d'informations en ligne, a souligné le rôle central de la Génération Z malgache, une jeunesse urbaine, connectée et instruite, principalement présente sur les plateformes numériques.

À Madagascar, Facebook est devenu la principale infrastructure d'expression politique en ligne, servant à la fois d'espace de coordination, de débat et de mobilisation collective. Ce phénomène s'inscrit dans une transformation plus large de l'espace public contemporain, désormais structuré par des logiques numériques. Comme l'a montré Habermas (1962), l'espace public est le lieu de formation de l'opinion collective. Son extension vers les environnements numériques modifie profondément les modalités de participation citoyenne, donnant naissance à de nouvelles dynamiques de mobilisation. Plusieurs travaux ont souligné que les réseaux sociaux jouent un rôle ambivalent dans les dynamiques politiques contemporaines. D'un côté, ils facilitent l'émergence de mobilisations horizontales, la diffusion rapide d'informations et la construction de contre-discours face aux récits officiels (Castells, 2012 ; Tufekci, 2017). D'un autre côté, ces mêmes plateformes peuvent devenir des instruments de surveillance, de manipulation de l'information et de polarisation sociale (Zuboff, 2019 ; Bradshaw & Howard, 2019). Cette double fonction émancipatrice et coercitive est particulièrement visible dans les contextes politiques fragiles, où les institutions sont contestées.

Dans le cas malgache, les vidéos virales documentant les manifestations et les interventions des forces de sécurité ont contribué à structurer l'indignation collective et à légitimer la

mobilisation. Toutefois, la circulation de rumeurs, de discours polarisants et de contenus stratégiquement orientés a également favorisé des dynamiques de déstabilisation informationnelle.

Ainsi, les réseaux sociaux apparaissent simultanément comme un levier d'autonomisation citoyenne et comme un terrain de lutte symbolique et stratégique. À cet égard, une question centrale se pose : comment les réseaux sociaux ont-ils simultanément constitué un instrument de mobilisation politique pour la Génération Z et un outil de contrôle ou de déstabilisation durant le mouvement social malgache de 2025 ?

Cet article avance l'hypothèse que l'impact politique des réseaux sociaux ne dépend pas uniquement de leur architecture technologique, mais surtout des configurations de pouvoir et des usages stratégiques qui en sont faits par les différents acteurs. Plus précisément, nous postulons que les plateformes numériques ont renforcé la capacité organisationnelle horizontale de la jeunesse mobilisée, tout en étant intégrées dans des logiques de contrôle, de surveillance et de compétition informationnelle.

Pour examiner cette double dynamique, l'étude adopte une approche d'analyse de contenu des publications numériques produites durant la période de crise, en s'intéressant aux mécanismes discursifs, aux stratégies de cadrage et aux interactions entre acteurs institutionnels et citoyens connectés. L'objectif est de contribuer à la compréhension des transformations contemporaines de l'espace public africain à l'ère des réseaux sociaux, en proposant une lecture contextualisée du cas malgache.

L'article se structure en trois parties principales. Premièrement, la méthodologie adoptée pour l'analyse des données et la collecte des publications numériques, en détaillant la procédure de codage et les critères de sélection. Ensuite, les résultats principaux issus de l'analyse qualitative des publications, en mettant en évidence les dynamiques de mobilisation, de polarisation et de désinformation observées. En fin, nous interprétons les résultats dans le cadre théorique de la mobilisation numérique, en confrontant nos résultats avec ceux d'autres études similaires et en explorant les implications politiques et sociales du phénomène.

1. Cadre théorique

Afin d'analyser le rôle ambivalent des réseaux sociaux dans le mouvement malgache de 2025, cette étude mobilise un cadre théorique articulé autour de quatre notions principales : l'espace public numérique, la mobilisation collective, la fragilité institutionnelle et le contrôle informationnel. L'objectif n'est pas seulement de montrer que les réseaux sociaux facilitent la mobilisation, mais aussi d'expliquer pourquoi ces mêmes plateformes peuvent simultanément devenir des espaces de surveillance, de polarisation et de lutte symbolique.

1.1. L'espace public numérique : entre ouverture démocratique et fragmentation

La notion d'espace public développée par Habermas (1962) constitue un point de départ important pour comprendre la formation de l'opinion collective. Pour Habermas, l'espace public repose sur la discussion rationnelle entre citoyens autour des affaires communes. Toutefois, cette conception classique doit être nuancée dans le contexte numérique contemporain.

Les réseaux sociaux élargissent en effet les possibilités d'expression politique, mais ils ne produisent pas automatiquement un débat démocratique rationnel. Shirky (2011) insiste sur leur capacité à réduire les coûts de coordination et à favoriser l'expression citoyenne. Castells (2012), de son côté, montre que les réseaux numériques peuvent transformer l'indignation individuelle en action collective.

Cependant, Tufekci (2017) souligne que les mobilisations numériques peuvent aussi être fragiles, rapides à émerger, mais parfois limitées dans leur capacité organisationnelle durable. Dans cette étude, Facebook est donc considéré comme un espace public numérique ambivalent : il permet la visibilité citoyenne et la circulation de contre-discours, mais il favorise aussi la fragmentation, l'émotionnalisation du débat et la confrontation entre récits concurrents.

1.2. Mobilisation collective et ressources numériques

La théorie de la mobilisation des ressources permet de comprendre comment une indignation sociale peut se transformer en action collective. Selon Tilly (1978), un mouvement social dépend de sa capacité à organiser des ressources, à produire des revendications lisibles et à

construire un rapport de force. Dans le contexte numérique, les ressources ne sont plus seulement matérielles ou organisationnelles. Elles deviennent aussi symboliques, médiatiques et informationnelles. Les hashtags, les vidéos en direct, les captures d'écran, les témoignages et les publications virales fonctionnent comme des ressources de mobilisation. Ils permettent de coordonner les actions, de rendre visibles les injustices et de produire une légitimité collective.

Cependant, cette mobilisation reste socialement située. Dans le cas malgache, l'accès limité à Internet empêche de considérer Facebook comme le reflet de l'ensemble de la population. Les réseaux sociaux donnent surtout de la visibilité à une minorité connectée, souvent jeune et urbaine. Ainsi, la mobilisation numérique ne doit pas être interprétée comme une participation populaire totale, mais comme un mécanisme d'amplification politique porté par des acteurs connectés.

1.3. Pouvoir, élites et fragilité institutionnelle

L'analyse du mouvement malgache nécessite également de prendre en compte la configuration du pouvoir politique. Les théories des élites montrent que les crises politiques apparaissent souvent lorsque la cohésion entre gouvernants, institutions et groupes sociaux se fragilise. Higley (2018) souligne que la stabilité d'un système politique dépend en partie du degré d'intégration et de consensus entre les élites.

North, Wallis et Weingast (2009) proposent la notion d'« ordre d'accès limité » pour désigner les systèmes dans lesquels l'accès aux ressources politiques, économiques et institutionnelles est contrôlé par des groupes dominants. Dans ce type de contexte, l'information devient un enjeu central de pouvoir. Les réseaux sociaux peuvent alors perturber le monopole du discours officiel en rendant visibles des récits citoyens alternatifs.

Dans le cas malgache, Facebook n'a pas seulement servi à diffuser des messages de protestation. Il a contribué à affaiblir temporairement la maîtrise institutionnelle du récit politique. Toutefois, cette perturbation ne signifie pas automatiquement une transformation structurelle du pouvoir. Elle montre plutôt une tension entre centralisation institutionnelle et contestation numérique horizontale.

1.4. Surveillance, polarisation et lutte symbolique

L'ambivalence des réseaux sociaux apparaît clairement lorsqu'on les analyse comme des infrastructures de contrôle. Zuboff (2019) montre que les plateformes numériques produisent et exploitent des données comportementales. Elles ne sont donc pas de simples outils neutres de communication. Elles peuvent aussi servir à observer, orienter, classer ou influencer les comportements sociaux. Cette logique rejoint la théorie du champ de Bourdieu (1980), selon laquelle l'espace social est traversé par des luttes symboliques pour imposer une vision légitime du monde. Sur Facebook, les acteurs ne se contentent pas d'échanger des informations : ils cherchent à imposer une interprétation des événements.

Les manifestants peuvent être présentés comme des citoyens engagés, mais aussi comme des acteurs manipulés, violents ou illégitimes selon les discours produits. Ainsi, les réseaux sociaux deviennent un espace de lutte symbolique où se confrontent plusieurs récits : celui du pouvoir, celui des manifestants, celui des soutiens, celui des opposants et celui des acteurs cherchant à contrôler ou délégitimer la mobilisation.

1.5. Positionnement théorique de l'étude

Cette étude se positionne dans une approche critique et contextualisée des mobilisations numériques. Elle ne considère pas les réseaux sociaux comme des outils naturellement démocratiques, ni comme de simples instruments de manipulation. Leur rôle dépend du contexte politique, du niveau de connectivité, de la structure des élites et des usages sociaux des plateformes. Le cadre théorique retenu repose donc sur l'idée suivante : les réseaux sociaux fonctionnent comme des infrastructures ambivalentes. Ils peuvent amplifier la mobilisation citoyenne, produire de la visibilité et favoriser la coordination collective. Mais ils peuvent aussi renforcer la polarisation, faciliter la surveillance et devenir des espaces de contrôle informationnel. Dans le cas malgache de 2025, cette ambivalence permet de comprendre pourquoi Facebook a pu être à la fois un levier de contestation, un espace de construction d'un contre-discours citoyen et un terrain de confrontation pour le contrôle du récit politique.

2. Méthodologie

L'opérationnalisation des concepts mobilisés dans le cadre théorique de cette étude repose sur une approche méthodologique rigoureuse, permettant d'identifier les mécanismes discursifs et stratégiques en jeu sur les plateformes numériques, dans le contexte spécifique du mouvement social malgache de 2025. L'étude repose sur une méthodologie qualitative qui permet une compréhension approfondie du phénomène étudié en tant que phénomène politique, mais aussi social et numérique.

2.1. Positionnement méthodologique

Cette recherche adopte une approche qualitative interprétative. Elle est centrée sur une étude de cas intrinsèque qui porte sur le mouvement social malgache de 2025, considéré comme un événement politique majeur révélateur de transformations plus larges des rapports entre l'espace public numérique et le pouvoir institutionnel. Le choix d'une telle étude de cas se justifie par la nécessité d'approfondir la compréhension de cet événement dans son contexte spécifique, au lieu de chercher à en faire une généralisation statistique. L'objectif de cette étude n'est pas de produire des résultats généralisables, mais de comprendre les mécanismes communicationnels et symboliques qui ont eu lieu pendant cette crise politique intense. En d'autres termes, cette approche permet d'analyser les dynamiques internes du mouvement à travers ses publications en ligne, ses vidéos en direct, et les interactions sociales qui en ont découlé.

2.2. Stratégie d'analyse

L'analyse des données repose sur une analyse de contenu thématique des publications diffusées sur Facebook pendant la phase aiguë du mouvement social. Cette approche permet d'identifier les cadres discursifs dominants, les registres émotionnels mobilisés, ainsi que les stratégies de légitimation et les logiques de polarisation qui ont émergé sur la plateforme. Une attention particulière a été portée aux types de discours suivants : discours de mobilisation, narratifs de dénonciation, stratégies de cadrage institutionnel, ainsi qu'aux contenus interprétés comme preuves visuelles et aux mécanismes de requalification tels que la désinformation et la manipulation. Cette analyse est de décrypter les dynamiques symboliques

révélatrices du double rôle des réseaux sociaux : outil d'émancipation et espace de confrontation stratégique. Ces deux rôles se sont exprimés à travers l'utilisation des réseaux sociaux comme une infrastructure de mobilisation citoyenne, mais aussi comme un terrain de contrôle stratégique et d'affrontement symbolique.

2.3. Période et collecte des données

La collecte des données s'est déroulée entre le 25 septembre et le 28 octobre 2025, une période qui correspond à la phase la plus intense du mouvement. Le corpus de données collectées est composé de : 2 147 publications Facebook provenant de 43 pages influentes et de comptes publics, soit des sources de premier plan dans le mouvement. 86 vidéos en direct, ayant chacune généré plus de 10 000 interactions. 32 fils de discussion structurés autour des hashtags dominants comme RajoelinaDémission, Madagascar2025, et GenZMalagasy. Ce choix temporel permet de saisir les dynamiques discursives les plus significatives en écartant les phases de latence ou de récupération politique qui auraient pu nuire à l'analyse du mouvement dans son intensité. Ces données représentent l'ampleur des échanges et des mobilisations sociales, tout en permettant d'analyser les changements dans les pratiques de communication et d'engagement.

2.4. Critères de sélection et rigueur analytique

Pour garantir la cohérence et la validité interne du corpus, plusieurs critères ont été définis avec précision. Voici les critères de sélection des données et la méthode de codage utilisée : Pertinence thématique : seules les publications directement liées au mouvement ont été retenues. Chaque publication était analysée selon sa relation directe avec les objectifs du mouvement. Impact interactionnel : un seuil minimal d'engagement a été défini, prenant en compte le nombre de likes, de partages, et de commentaires, avec un minimum de 1 000 abonnés pour les comptes afin d'assurer leur influence. Les comptes influents ont été identifiés en fonction de la portée et de l'engagement qu'ils ont suscités durant la période critique de l'événement. Représentativité générationnelle : 75 % des contenus ont été collectés à partir d'acteurs identifiés comme appartenant à la tranche d'âge 18-25 ans, représentant une majorité de la Génération Z, acteur principal du mouvement social. Diversité géographique :

60 % des publications proviennent de Madagascar, tandis que 40 % proviennent de la diaspora, ce qui permet d'étudier l'impact global du mouvement à travers ses réseaux.

L'analyse des données a suivi une procédure de codage en trois étapes : Codage ouvert : identification des thèmes émergents à partir des publications et vidéos. Codage axial : regroupement des catégories et des thèmes identifiés pour mieux comprendre leurs relations. Interprétation transversale : mise en perspective théorique des résultats obtenus, en lien avec les concepts théoriques du cadre d'analyse.

2.5. Limites méthodologiques

Bien que cette étude soit rigoureuse méthodologiquement, plusieurs limites doivent être reconnues : Plateforme ciblée : Cette étude se concentre principalement sur Facebook, ce qui pourrait sous-estimer l'impact d'autres plateformes telles que TikTok ou WhatsApp, qui sont également populaires parmi la Génération Z. Identification générationnelle : L'identification des membres de la Génération Z repose sur des indicateurs contextuels et déclaratifs, ce qui peut introduire une certaine marge d'erreur. Limites de l'analyse qualitative : Bien que l'analyse qualitative soit approfondie, elle ne permet pas de mesurer de manière quantitative l'impact causal des contenus diffusés et n'offre pas de généralisation statistique des résultats.

3. Résultats

Les résultats montrent que les réseaux sociaux ont joué un double rôle durant le mouvement malgache de 2025. Ils ont servi à la fois d'outil de mobilisation citoyenne et d'espace de confrontation informationnelle. Cette dynamique confirme les analyses de Castells (2012), selon lesquelles les plateformes numériques peuvent transformer une indignation sociale diffuse en action collective structurée.

3.1. Les réseaux sociaux comme infrastructure de mobilisation

L'analyse des publications collectées montre que Facebook a constitué une véritable infrastructure de coordination numérique durant le mouvement. Trois phases principales ont été identifiées. Durant la phase initiale (25–30 septembre), les contenus étaient principalement composés de témoignages individuels dénonçant les coupures d'eau et d'électricité. Le taux d'engagement moyen observé durant cette période est de 4,2 %, traduisant une indignation

encore diffuse et peu structurée.

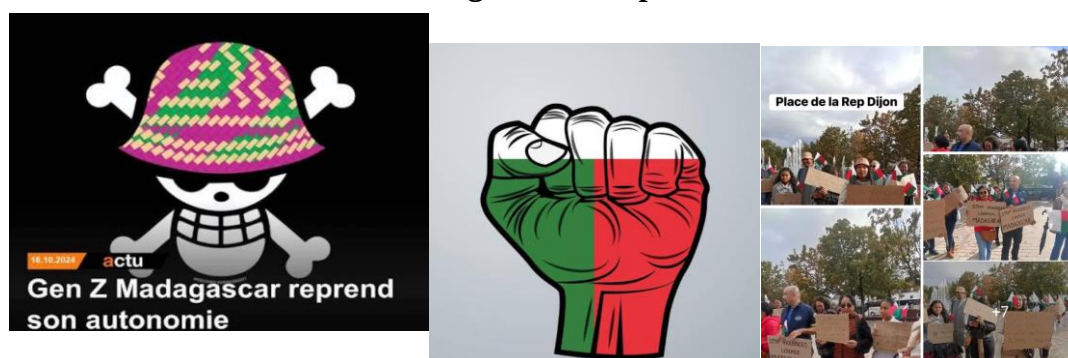
Photo 1: Manifestation citoyenne liée à la crise de l'eau et l'électricité



Source : Capture Facebook, données collectées par l'auteur, 2025.
<https://www.facebook.com/100064785098236/posts/1262592802576878/?app=fbl> RFI le 29 septembre 2025 et
<https://www.madagascar-tribune.com/Nouveau-derapage-anti-democratique.html>

La phase de coalescence (1–15 octobre) marque un tournant important. L'émergence du hashtag « RajoelinaDémission », la multiplication des vidéos en direct et les appels à mobilisation ont contribué à renforcer la structuration du mouvement. Le taux d'engagement moyen atteint alors 8,7 %, soit une augmentation de plus de 100 % par rapport à la phase précédente. Cette évolution confirme les travaux de Castells (2012) sur le rôle des réseaux numériques dans la transformation de l'indignation en mobilisation collective.

Photo 2: Les hashtags mobilisés pendant la manifestation



Source : Capture Facebook, données collectées par l'auteur, 2025.
<https://www.facebook.com/1640164119/posts/10235002729882769/?app=fbl> le 04 octobre 2025

Durant la phase de transition (16–28 octobre), l’engagement diminue légèrement pour se stabiliser à 6,3 %. Les contenus évoluent progressivement vers des appels à la vigilance citoyenne, des analyses politiques et des publications de suivi concernant les nouvelles autorités.

Photo 3: Nomination de membre de gouvernement



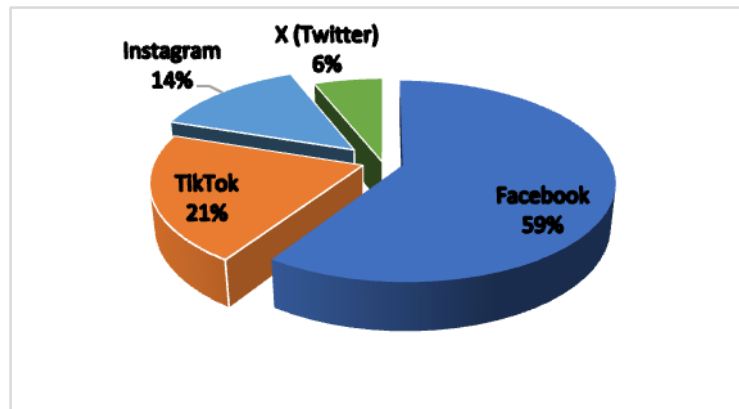
Source : Capture Facebook, données collectées par l’auteur, 2025.
<https://www.facebook.com/presidencerefondationmadagascar> le 28 octobre 2026

Ces résultats montrent que la mobilisation numérique s’est construite progressivement, passant d’une expression individuelle du mécontentement à une action collective organisée autour d’un cadrage politique commun.

3.2. Structuration de l’écosystème numérique malgache

L’analyse des résultats doit être replacée dans le contexte numérique malgache. Selon le rapport Digital 2025: Madagascar (DataReportal, 2025), Madagascar comptait environ 3,9 millions d’utilisateurs actifs de réseaux sociaux au début de l’année, soit 12,1 % de la population totale. Le taux de pénétration d’Internet était estimé à 20,4 % (ITU, 2023 ; Banque mondiale, 2023).

Figure 1: Utilisateurs des réseaux sociaux à Madagascar



Source: DataReportal (2025); Meta Ads Manager ; ITU (2023)

Facebook apparaît comme la plateforme dominante dans l'espace numérique malgache. Il concentre l'essentiel des interactions sociales et politiques en ligne, devant Instagram, TikTok ou X, dont les audiences restent plus limitées et principalement urbaines. Cette centralité explique pourquoi les dynamiques contestataires observées se sont principalement développées sur Facebook. La distribution démographique révèle également une forte représentation des jeunes parmi les utilisateurs des réseaux sociaux. Cette situation confirme le rôle moteur de la Génération Z dans la mobilisation numérique. Toutefois, elle souligne également que la contestation en ligne reflète surtout l'expression d'une minorité connectée plutôt qu'une participation homogène de l'ensemble de la population.

3.3. Les réseaux sociaux comme espace de lutte informationnelle

Les plateformes numériques ont favorisé la mobilisation contestataire, mais elles ont également constitué un espace de confrontation informationnelle. L'analyse qualitative met en évidence une intensification des discours polarisants et des tentatives de délitimation du mouvement. Plusieurs organisations internationales ont documenté l'usage excessif de la force durant les manifestations (OHCHR, 2025 ; Amnesty International, 2025).

La diffusion de ces informations sur Facebook a alimenté l'indignation en ligne, tout en générant des contre-discours accusant les manifestants de manipulation ou d'ingérence étrangère. Cette dynamique confirme les analyses de Tufekci (2017), selon lesquelles les réseaux sociaux favorisent simultanément la visibilité des mobilisations et la fragmentation de

l'espace public numérique. Les plateformes deviennent ainsi des espaces où se construisent des réalités concurrentes et des interprétations opposées des événements.

3.4. Analyse quantitative complémentaire des dynamiques d'engagement

Afin de renforcer l'interprétation qualitative des résultats, une analyse quantitative descriptive des niveaux d'engagement observés sur Facebook a été conduite. Cette démarche vise à objectiver les variations d'intensité de la mobilisation numérique au cours des différentes phases du mouvement. Le taux d'engagement moyen a été calculé selon la formule suivante :

$$\text{Engagement} = \frac{\text{Réactions} + \text{Commentaires} + \text{Partages}}{\text{Nombre d'abonnés}} * 100$$

Tableau 1: L'analyse met en évidence trois séquences distinctes

Phase	Période	Taux d'engagement moyen	Interprétation
Émergence	25–30 septembre	4,2 %	Indignation diffuse
Coalescence	1–15 octobre	8,7 %	Mobilisation structurée
Transition	16–28 octobre	6,3 %	Vigilance citoyenne

Source : Auteur, 2025

L'analyse montre une forte augmentation de l'engagement durant la phase de coalescence. Cette progression suggère que la clarification du cadrage politique, notamment autour du mot d'ordre de démission présidentielle, a contribué à intensifier la participation numérique. Ces résultats soutiennent l'idée que la structuration des revendications agit comme catalyseur de mobilisation collective (Castells, 2012).

3.5. Modèle conceptuel synthétique du double rôle des réseaux sociaux

À partir des résultats empiriques et des références théoriques mobilisées, il est possible de proposer un modèle synthétique du double rôle des réseaux sociaux.

Tableau 2: Modèle synthétique du double rôle des réseaux sociaux

Fonction observée	Manifestations empiriques	Effets produits
Mobilisation	Hashtags, lives, appels à coordination	Structuration de la contestation
Visibilité citoyenne	Témoignages, vidéos, publications virales	Légitimation du mouvement
Polarisation	Discours opposés, accusations, conflits narratifs	Fragmentation numérique
Contrôle informationnel	Tentatives de délégitimation, surveillance	Reconfiguration des rapports de pouvoir

Source : Auteur, 2025

Ce modèle montre que les réseaux sociaux ne fonctionnent ni uniquement comme des instruments d'émancipation, ni uniquement comme des outils de contrôle. Ils constituent des espaces ambivalents dans lesquels mobilisation citoyenne et confrontation informationnelle coexistent simultanément.

3.6. Validation formelle des hypothèses

La confrontation des hypothèses formulées en introduction aux résultats empiriques permet d'établir une validation structurée du cadre analytique proposé.

Afin de synthétiser ces éléments, le tableau suivant présente la validation structurée des hypothèses :

Tableau 3: Synthèse de validation des hypothèses

Hypothèse	Indicateurs empiriques	Résultats observés
H1 : Les réseaux sociaux facilitent la mobilisation politique	Hausse de l'engagement, hashtags, lives, coordination	Validée
H2 : Les réseaux sociaux favorisent également la polarisation et le contrôle informationnel	Discours contradictoires, délégitimation, fragmentation numérique	Validée

H3 : L'impact politique des réseaux sociaux dépend du niveau de connectivité nationale et du contexte institutionnel	Faible pénétration numérique, influence d'une minorité connectée	Validée Partiellement
--	--	--------------------------

Source : Auteur, 2026

Ainsi, les résultats montrent que les réseaux sociaux ont contribué à accélérer la mobilisation politique, sans toutefois constituer le seul facteur explicatif du mouvement. Leur influence dépend étroitement du contexte politique, institutionnel et numérique dans lequel ils s'inscrivent.

4. Discussion.

L'analyse des résultats permet de dépasser la simple description empirique du mouvement et d'examiner les transformations structurelles induites par l'usage des réseaux sociaux dans le contexte malgache. Trois axes majeurs ressortent : la reconfiguration du pouvoir, le paradoxe de la représentativité numérique, et la dialectique libération-contrôle.

4.1. Reconfiguration des rapports de pouvoir à l'ère numérique

Les résultats confirment que les réseaux sociaux ne sont pas de simples outils de communication, mais des infrastructures politiques hybrides. Comme l'a montré Castells (2012), les mobilisations contemporaines reposent sur des réseaux numériques capables de connecter l'indignation individuelle à une action collective structurée. Cette capacité à mobiliser à grande échelle est confirmée par l'observation du cas malgache, où l'accélération du basculement politique en moins d'un mois entre les premières manifestations et la transition institutionnelle illustre le rôle catalyseur des plateformes numériques. Les résultats révèlent que Facebook, par la diffusion rapide de l'information, a facilité cette dynamique, redéfinissant ainsi la légitimité politique et contribuant à la répartition des pouvoirs dans un contexte fragilisé.

Le cas du Soudan en 2019, où l'usage de Facebook et Twitter a permis aux manifestants de coordonner les actions contre le régime d'Omar el-Béchir. Comme à Madagascar, ces plateformes ont facilité une mobilisation rapide et ont renforcé la pression sociale en amplifiant les appels à la démission.

Ce cas confirme l'idée que les réseaux sociaux, dans des contextes de régimes autoritaires, peuvent non seulement diffuser l'information mais aussi restructurer les rapports de pouvoir (Howard & Hussain, 2013). Cependant, cette reconfiguration des rapports de pouvoir ne signifie pas la disparition des rapports de domination traditionnels. Il s'agit plutôt d'une mutation des arènes dans lesquelles ces rapports se manifestent. Les résultats de cette étude confirment donc l'idée que les réseaux sociaux ne remplacent pas les structures de pouvoir traditionnelles, mais agissent comme un catalyseur, redéfinissant la manière dont l'indignation se transforme en action collective.

4.2. Le paradoxe de la représentativité numérique

L'un des apports majeurs de cette recherche réside dans l'identification du décalage entre visibilité numérique et représentativité sociale. En 2025, 20,4 % de la population malgache avait accès à Internet, et 12,1 % utilisait activement les réseaux sociaux (DataReportal, 2025 ; ITU, 2023). Cette fracture numérique implique que la mobilisation en ligne, bien que massive dans l'espace numérique, concernait principalement une minorité connectée, majoritairement jeune et urbaine. Ce phénomène est ce que Tufekci (2017) appelle la "sur-visibilité numérique", où une mobilisation peut sembler hégémonique dans l'espace en ligne tout en restant socialement partielle.

Le cas de la Côte d'Ivoire en 2011, lors de la crise politique, est également un exemple pertinent de cette fracture numérique. Bien que les réseaux sociaux aient joué un rôle crucial dans l'organisation des manifestations et la diffusion des informations, seule une fraction de la population connectée, principalement urbaine, a pu participer activement à ces dynamiques. Cette fracture numérique a limité la portée de la mobilisation, malgré l'apparente homogénéité de l'engagement en ligne. Ainsi, si les réseaux sociaux ont joué un rôle décisif dans la mobilisation, leur impact reste limité à un périmètre socio-démographique restreint. Ce constat confirme que la représentativité numérique ne traduit pas nécessairement une participation homogène de la population dans les dynamiques sociales, mais reflète une mobilisation des minorités connectées.

4.3. La dialectique libération/contrôle : une dynamique processuelle

Cette étude confirme que le double rôle des réseaux sociaux ne doit pas être envisagé comme une opposition statique entre émancipation et domination, mais comme une dialectique dynamique. Chaque innovation contestataire, comme les lives de coordination, les hashtags unificateurs, ou la cartographie collaborative, a suscité des tentatives de récupération ou de contrôle de l'information. Cette observation rejoint les analyses de Foucault (1975) sur les mécanismes de pouvoir diffus et adaptatifs, et celles de Zuboff (2019) sur la dimension extractive et surveillante des plateformes numériques. L'Égypte en 2011, où le "Printemps arabe" a vu l'émergence d'une mobilisation forte via des plateformes comme Facebook et Twitter. Ces réseaux ont permis une libération de la parole et ont fait pression sur le régime, mais ont également fait face à des tentatives de contrôle et de surveillance étatique. L'analyse de ces dynamiques de désinformation et de polarisation renforce l'idée que les réseaux sociaux, tout en favorisant la libération, peuvent aussi être instrumentalisés comme instruments de contrôle.

Les campagnes de désinformation observées et l'intensification des discours polarisants montrent que les réseaux sociaux jouent simultanément un rôle d'émancipation et de fragmentation de l'espace public numérique. Ces résultats confirment l'ambivalence intrinsèque des plateformes numériques, qui deviennent à la fois des espaces de contestation et des outils de contrôle.

4.4. Apports théoriques et implications pratiques

Sur le plan théorique, cette recherche contribue à l'étude des mobilisations numériques en Afrique subsaharienne en proposant une lecture contextualisée du cas malgache. Elle confirme la dialectique mobilisation/contrôle observée dans des contextes où la connectivité est limitée, mais aussi le rôle déterminant des réseaux sociaux dans la transformation des relations de pouvoir à l'ère numérique. Le cas du Nigéria en 2020, où les plateformes ont été utilisées pour organiser les manifestations « EndSARS » contre les brutalités policières. Les résultats suggèrent que les plateformes numériques peuvent jouer un rôle crucial dans l'organisation citoyenne, mais que leur efficacité dépend également de la régulation des

contenus et de la protection contre la manipulation.

Sur le plan pratique, les résultats suggèrent que les plateformes numériques peuvent renforcer la coordination citoyenne, mais leur efficacité dépend du niveau de connectivité nationale et du régime de régulation. Leur usage sans régulation favorise la polarisation et la désinformation, ce qui indique que le numérique ne remplace pas les dynamiques politiques traditionnelles, mais les reconfigure. Cette analyse invite à la mise en place de mesures de régulation et de transparence pour limiter les risques d'abus et de manipulation sur les réseaux sociaux.

5. Recommandations stratégiques

À la lumière des résultats obtenus, les recommandations proposées ne visent pas uniquement à renforcer l'efficacité des mobilisations numériques, mais à encadrer leur usage afin d'éviter les dérives liées à la désinformation, à la polarisation et à la surveillance. Elles s'articulent autour de quatre axes complémentaires : consolidation des forces, réduction des fragilités, valorisation des opportunités et anticipation des risques.

5.1. Consolider les leviers de mobilisation numérique

Les résultats montrent que les réseaux sociaux ont constitué une infrastructure centrale de coordination et de légitimation. Il convient donc d'institutionnaliser les pratiques numériques citoyennes, en encourageant la structuration de collectifs capables de produire des contenus crédibles et vérifiés (vidéos, lives, analyses). Valoriser l'engagement de la Génération Z, en mettant en place des programmes de formation à la communication numérique stratégique, à l'éthique informationnelle et à la sécurité digitale. Renforcer la coordination horizontale, en développant des espaces collaboratifs favorisant la transparence, l'inclusivité et la responsabilité collective. L'objectif n'est pas de professionnaliser la contestation, mais d'améliorer la qualité et la fiabilité des échanges publics. Il serait utile d'étudier l'expérience du mouvement « EndSARS » au Nigéria, où une mobilisation numérique puissante a été mise en place par une génération très engagée sur les réseaux sociaux, tout en restant fortement tributaire du soutien des collectifs sur le terrain (Tufekci, 2017).

5.2. Réduire les fragilités structurelles

L'un des constats majeurs de cette étude réside dans la fracture numérique persistante. Les mobilisations en ligne, bien que visibles, demeurent socialement sélectives.

Il est donc nécessaire de : Investir dans l'extension de l'accès à Internet, notamment en zones rurales et périurbaines, afin d'élargir la participation démocratique. Cela rejoint la démarche initiée par des organisations telles que DataReportal qui mettent en lumière la fracture numérique croissante entre les régions urbaines et rurales (DataReportal, 2025). Renforcer l'éducation aux médias et à l'information, en intégrant des modules de vérification des sources et de lutte contre la désinformation dans les programmes scolaires et universitaires.

Cela permettrait d'améliorer l'esprit critique de la jeunesse face à la surabondance d'informations. Diversifier les canaux de mobilisation, en articulant réseaux sociaux, radios communautaires et rassemblements physiques, afin d'éviter une dépendance exclusive au numérique. Cette diversification constitue un facteur clé de résilience, comme cela a été observé dans des pays comme l'Égypte et la Tunisie, où les réseaux sociaux ont été un outil de mobilisation renforcé par des actions physiques sur le terrain (Howard & Hussain, 2013).

5.3. Exploiter les opportunités d'une infrastructure politique hybride

Les résultats suggèrent que les mobilisations les plus durables sont celles qui combinent espace numérique et structures traditionnelles. À cet égard, il convient de : Intégrer stratégiquement les plateformes numériques dans les dynamiques citoyennes, comme outils de coordination, mais aussi de dialogue et de médiation. Construire une infrastructure politique hybride, articulant mobilisation en ligne et action institutionnelle, afin d'assurer la continuité et la stabilité démocratique. Encourager la recherche comparative africaine pour identifier les modèles de mobilisation transférables et les facteurs de réussite ou d'échec. Cela est particulièrement pertinent lorsque l'on observe des réussites comme celles du mouvement social au Sénégal (2021), où la combinaison de mobilisations numériques et de structures institutionnelles a permis de renforcer la stabilité et de mieux canaliser les demandes sociales.

5.4. Anticiper et encadrer les risques

L'ambivalence des réseaux sociaux impose une vigilance accrue face aux menaces émergentes. Les actions prioritaires incluent : Mettre en place une régulation équilibrée, protégeant contre la désinformation sans restreindre indûment la liberté d'expression. Un modèle de régulation qui prendrait en compte les succès et échecs des régulations numériques en Europe et en Afrique (Zuboff, 2019). Développer des dispositifs anti-bots et anti-manipulation, à travers des partenariats technologiques et académiques. Prévenir la polarisation idéologique, en favorisant des espaces de dialogue pluralistes et interconnectés. Renforcer la cybersécurité des activistes et des citoyens, afin de limiter les risques de surveillance et d'intrusion. Ces mesures doivent être pensées comme des mécanismes de stabilisation démocratique, et non comme des instruments de contrôle politique.

6. Plan d'action stratégique

Afin de rendre opérationnelles ces recommandations, un plan d'action gradué est proposé.

6.1. Court terme (0-12 mois)

Lancer des campagnes nationales de sensibilisation à la vérification des sources et à la lutte contre la désinformation. Organiser des ateliers de formation pour les jeunes activistes sur la communication numérique responsable et la sécurité digitale. Encourager la complémentarité entre mobilisations numériques et actions de terrain. Exemple : le mouvement « MeToo » aux États-Unis qui a mené à une large mobilisation en ligne et sur le terrain.

6.2. Moyen terme (1-3 ans)

Investir dans l'extension des infrastructures numériques en zones marginalisées. Développer des partenariats technologiques pour la détection des campagnes de manipulation. Formaliser l'usage stratégique des plateformes dans les processus de dialogue citoyen. Cela rejoint l'initiative lancée par l'Union Européenne concernant l'usage des plateformes pour la médiation sociale.

6.3. Long terme (3-5 ans)

Construire une infrastructure politique hybride durable, intégrant numérique et institutions.

Élaborer un cadre juridique équilibré sur la régulation des contenus en ligne. Soutenir la recherche interdisciplinaire sur les mobilisations numériques en Afrique. Comparer les stratégies en fonction des résultats des précédentes études menées en Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, et d'autres pays du continent, pour déterminer les éléments clés de réussite.

Conclusion générale

Cette recherche a permis d'analyser le double rôle des réseaux sociaux dans le mouvement social malgache de 2025, en mettant en évidence leur ambivalence structurelle : à la fois infrastructure de mobilisation citoyenne et espace de contrôle informationnel. Les résultats montrent que Facebook a fonctionné comme une arène politique hybride, reconfigurant temporairement les rapports de pouvoir et accélérant la dynamique contestataire.

L'analyse empirique confirme que la Génération Z a su exploiter les potentialités numériques : coordination horizontale, viralité des preuves, performativité des lives pour construire un contre-pouvoir visible et structuré.

Toutefois, cette capacité de mobilisation s'est exercée dans un contexte marqué par une connectivité limitée et une forte polarisation informationnelle. Les plateformes ont ainsi simultanément renforcé la participation citoyenne et amplifié les logiques de surveillance, de fragmentation et de désinformation.

Sur le plan théorique, cette recherche contribue à la compréhension des mobilisations numériques dans les contextes africains à faible connectivité, en montrant que l'efficacité politique des réseaux sociaux ne dépend pas uniquement de leur architecture technique, mais des configurations de pouvoir dans lesquelles elles s'inscrivent. Cette étude invite ainsi à dépasser les lectures techno déterministes pour adopter une approche dialectique et processuelle du numérique politique.

Empiriquement, le cas malgache illustre comment une minorité connectée peut produire des effets politiques significatifs, tout en mettant en lumière les limites structurelles liées à la fracture numérique. Cette tension constitue un élément central pour comprendre les transformations politiques contemporaines dans le Sud global. À cet égard, l'étude du rôle des réseaux sociaux à Madagascar peut être comparée à d'autres contextes africains, où la fracture

numérique et la polarisation informationnelle constituent des défis similaires le cas du Soudan en 2019. Ces comparaisons permettront de mieux comprendre les dynamiques de gouvernance et de régulation numériques en Afrique. Enfin, cette étude ouvre plusieurs perspectives de recherche : l'évolution des pratiques numériques post-transition, le rôle stratégique des diasporas, et les modalités de régulation des plateformes dans des démocraties fragiles. De plus, une exploration comparative avec des pays africains confrontés à des dynamiques similaires pourrait enrichir la compréhension des mobilisations numériques dans des contextes de faible connectivité.

En définitive, le mouvement malgache de 2025 confirme que les réseaux sociaux ne sont ni intrinsèquement libérateurs ni fondamentalement oppressifs ; ils sont des espaces de lutte où se jouent, à l'ère numérique, les contradictions profondes des sociétés qu'ils traversent.

Bibliographie

- Amnesty International. (2025). Madagascar: Authorities must investigate excessive use of force during protests. London: Amnesty International.
- Burton, M., & Higley, J. (2006). Elite foundations of social theory and politics. Cambridge: Cambridge University Press.
- Castells, M. (2012). Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age. Cambridge: Polity Press.
- Dahl, R. A. (1961). Who governs? Democracy and power in an American city. New Haven: Yale University Press.
- DataReportal. (2025). Digital 2025: Madagascar. Kepios. Retrieved from <https://datareportal.com/reports/digital-2025-madagascar>
- Foucault, M. (1975). Surveiller et punir: Naissance de la prison. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (1976). Histoire de la sexualité, Tome 1: La volonté de savoir. Paris: Gallimard.
- Habermas, J. (1962). L'espace public: Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise. Paris: Payot.
- Higley, J. (2018). Elite integration. In H. Best & J. Higley (Eds.), The Palgrave handbook of political elites (pp. 295–312). London: Palgrave Macmillan.
- Howard, P. N., & Hussain, M. M. (2013). Democracy's fourth wave? Digital media and the Arab Spring. Oxford: Oxford University Press.
- International Telecommunication Union (ITU). (2023). ICT statistics database. Geneva: ITU.
- Miège, B. (2024). Les sociétés conquises par la communication. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- North, D. C., Wallis, J. J., & Weingast, B. R. (2009). Violence and social orders: A conceptual framework for interpreting recorded human history. Cambridge: Cambridge University Press.
- OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights). (2025). UN Human Rights Chief shocked by violent response to protests in

Madagascar. Geneva: United Nations.

- Shirky, C. (2011). The political power of social media: Technology, the public sphere, and political change. *Foreign Affairs*, 90(1), 28–41.
- Tilly, C. (1978). *From mobilization to revolution*. New York: McGraw-Hill.
- Tufekci, Z. (2017). *Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest*. New Haven: Yale University Press.
- World Bank. (2023). *World development indicators*. Washington, DC: World Bank.
- Zuboff, S. (2019). *The age of surveillance capitalism: The fight for a human future at the new frontier of power*. New York: PublicAffairs.